

Rapport spécial du Conseil d'administration de la SC Agréée BANQUE CPH
en tant que société coopérative agréée par le Conseil National de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de
l'entreprise Agricole et de ses arrêtés d'exécution

Conformément à l'article 1^{er} § 7 de l'Arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des sociétés coopératives modifié une dernière fois par Arrêté royal du 4 mai 2016, le Conseil d'administration justifie dans le présent rapport que les conditions d'agrément au Conseil National de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole, en particulier celles visées au § 1^{er} 6^o et 8^o du même article, sont rencontrées.

Nos statuts et notre mode de fonctionnement sont en tous points conformes aux principes coopératifs visés à l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 portant institution du Conseil National de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole.

Les statuts ont été mis en concordance avec le nouveau Code des sociétés et des associations à l'occasion de l'Assemblée générale extraordinaire d'avril 2022. L'objet a été complété afin de mieux préciser l'idéal coopératif et les valeurs coopératives de la Banque.

Nom de la société coopérative agréée : SC Agréée Banque CPH	
Numéro d'entreprise : 0402.487.939	
Description	Fondement juridique
1. Admission et motifs d'exclusion des actionnaires	
<p>L'affiliation des actionnaires est volontaire et est reprise à l'article 9 des statuts. L'affiliation et l'exclusion des actionnaires relèvent de la compétence du Conseil d'administration qui définit les conditions générales d'admission et les motifs d'exclusion dans les statuts et dans un règlement d'ordre intérieur à disposition de la clientèle (site vitrine www.cph.be)</p> <p>Toute décision d'exclusion est motivée.</p> <p>L'article 9 des statuts prévoit la possibilité pour tout associé de solliciter la communication des motifs de son exclusion.</p>	<p>Art. 1, § 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal</p>
2. Avantages pour les actionnaires	
<p>La Banque n'octroie pas de ristourne à ses actionnaires.</p>	<p>Art. 1, § 1^{er}, 6^o de l'arrêté royal</p>

<p>En tant que Banque locale de proximité, nous offrons à nos clients coopérateurs une gamme de produits d'épargne de bon père de famille et une palette de crédits de nature à rencontrer tous leurs besoins tant privés que professionnels.</p> <p>Les clients coopérateurs détenant 100 parts bénéficient des avantages suivants liés au statut de coopérateur :</p> <ul style="list-style-type: none">- 50 % de réduction sur l'assurance quiétude ;- 50 % de réduction sur la location d'un coffre en agence ;- 50 % de réduction sur les frais de dossier d'un CPH-Logement ;- 50 % de réduction des frais de gestion mensuels forfaitaires (clientèle catégorie 1) ;- Réduction de 5 EUR sur la redevance de la carte bancaire Visa ;- Octroi d'une ristourne d'intérêts de 30 € par tranche de 5.000 € empruntés dans le cadre d'un Prêt Energie + (max. 450 €) ;- Minimum 40 % de réduction sur les assurances soldes restant dû long-terme (CPH Protect LT) ;- Taux préférentiel pour un placement à terme.	
<p>3. Politique concernant l'administration de la société</p>	
<p>Il n'y a pas d'administrateur statutaire.</p> <p>Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour un maximum de 6 ans par l'Assemblée générale de coopérateurs conformément à l'article 15 des statuts.</p> <p>Leur mandat est renouvelable.</p> <p>Le Conseil d'administration nomme en son sein un président et un ou plusieurs vice-présidents parmi les administrateurs qui ne sont pas membres du Comité de direction.</p>	<p>Art. 1, § 1^{er}, 4^o et 1 § 4 de l'arrêté royal</p>

<p>Les administrateurs sont en tout temps révocables par l'Assemblée générale.</p> <p>Conformément à l'article 26 des statuts et dans le respect du Code des sociétés et des associations, le Commissaire, agréé par la Banque Nationale de Belgique, est nommé par l'Assemblée générale des actionnaires et moyennant l'accord préalable de la Banque Nationale de Belgique.</p>	
<p>En vertu de l'article 21 des statuts, l'Assemblée générale peut attribuer aux administrateurs des jetons de présence ainsi que des émoluments ou rémunérations fixes.</p> <p>La rémunération des administrateurs ne consiste pas en une participation aux bénéfices et est fixée par l'Assemblée générale des actionnaires.</p>	<p>Art. 1, § 1er, 7° et 1, § 6 de l'arrêté royal</p>
<p>4. Prise de décision lors de la dernière assemblée générale</p>	
<p>Conformément à l'article 29 des statuts, l'Assemblée générale se réunit sur la convocation du Conseil d'administration ou des Commissaires.</p> <p>Les décisions sont prises dans le respect des articles 30 et 33 des statuts. Les actions confèrent les mêmes droits et obligations sous réserve de ce qui est dit à l'article 30 en ce qui concerne le droit de vote aux assemblées générales.</p> <p>Le système de vote, tel que prévu dans les articles 30 et 33 des statuts, est le suivant :</p> <p>Sans préjudice des dispositions particulières prévues par le Code des sociétés et des associations, les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions réunies à l'Assemblée, à la majorité des voix présentes ou</p>	<p>Art. 1, § 1^{er}, 2° et 3° et 1, § 3 de l'arrêté royal</p>

<p>représentées. S'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, l'Assemblée n'est valablement constituée que si les actionnaires présents ou représentés représentent la moitié au moins du nombre total des actions émises toutes classes confondues. Si cette condition n'est pas respectée, une seconde Assemblée est nécessaire qui délibèrera valablement, quel que soit le nombre d'actions détenues par les actionnaires présents ou représentés. Une modification des statuts n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix exprimées, sans qu'il soit tenu compte des abstentions dans le numérateur ou le dénominateur.</p>	
<p>5. Politique de répartition des bénéfices sur l'exercice</p>	
<p>Conformément à l'article 38 des statuts, l'Assemblée générale a le pouvoir de décider de l'affectation du bénéfice et du montant des distributions.</p> <p>Toute distribution ne pourra être effectuée qu'après réalisation des tests d'actif net et de liquidité prévus respectivement aux articles 6:115 et 6:116 du Code des sociétés et des associations.</p> <p>Le Conseil d'administration dispose du pouvoir de procéder, dans les limites des articles 6:115 et 6:116 du Code des sociétés et des associations, à des distributions provenant du bénéfice de l'exercice en cours ou du bénéfice reporté de l'exercice précédent tant que les comptes annuels de cet exercice n'ont pas été approuvés, le cas échéant réduit de la perte reportée ou majoré du bénéfice reporté.</p> <p>Un dividende peut être attribué aux actionnaires, calculé sur la valeur libérée des actions, à un taux d'intérêt qui ne peut dépasser celui qui est autorisé par les dispositions prises en vertu de l'arrêté royal du huit janvier mille neuf cent soixante-deux fixant les conditions d'agrément des groupements de sociétés coopératives et des sociétés coopératives.</p> <p>Les actions souscrites ou remboursées en cours d'année ouvrent le droit, pour l'exercice au cours duquel elles sont souscrites ou remboursées, à une part du dividende prorata temporis, calculée en fonction de la date de la souscription ou du remboursement. Il ne peut le cas échéant être attribué de ristourne aux associés qu'au prorata des opérations qu'ils ont traitées avec la Société.</p>	<p>Art. 1, § 1^{er}, 5^o de l'arrêté royal</p>

<p>Lors des deux dernières années, un dividende brut de 4 % a été distribué prorata temporis.</p>	
<p>6. Initiatives prises dans le cadre de l'information et de la formation des associés et de l'information du grand public</p>	
<p>Nos statuts et notre fonctionnement sont en tous points conformes aux principes coopératifs visés à l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 portant institution du Conseil National de la Coopération.</p> <p>En tant que Banque locale de proximité, nous offrons à nos clients coopérateurs une gamme de produits d'épargne de bon père de famille et une palette de crédits de nature à rencontrer tous leurs besoins tant privés que professionnels.</p> <p>Les clients coopérateurs détenant 100 parts bénéficient des avantages liés au statut de coopérateur.</p> <p>Une partie de nos ressources est consacrée à l'information et à la formation de nos membres, actuels et potentiels, ou du grand public.</p> <p>Depuis le 1er juillet 2005, la Banque CPH est membre actif de la CIBP, la Confédération Internationale des Banques Populaires. Cette organisation internationale non-gouvernementale regroupe les banques et les différentes institutions financières qui partagent les mêmes valeurs coopératives et ont pour objectif d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les clients particuliers à se développer. Les coopératives constituent un modèle d'entreprise démocratique fondé sur les valeurs de responsabilité, de solidarité et de transparence. Des managers de l'entreprise sont chaque année envoyés à la formation en management CIBP LINK qui véhiculent les principes coopératifs.</p> <p>La majorité des banques membres de la CIBP ont tendance à s'agencer selon une structure décentralisée avec un ou plusieurs corps fédéraux en charge de la représentation, de la surveillance et du support financier. Cette</p>	<p>Art. 1, § 1^{er}, 8^o de l'arrêté royal</p>

structure décentralisée signifie que les banques sont impliquées dans la vie économique locale, ce qui permet à leurs collaborateurs d'être particulièrement attentifs aux besoins de leurs clients et ainsi d'être aptes à fournir la meilleure solution pour chacun d'eux.

La Banque CPH partage les valeurs du modèle coopératif défendues par la CIBP, à savoir notamment la gouvernance démocratique, la transparence, l'indépendance, la solidarité, la pérennité et l'engagement envers l'économie locale. Elle est aussi en phase avec les enjeux sociétaux actuels tels que le soutien à la protection de l'environnement, le respect des droits de l'homme, le refus des pratiques spéculatives ou encore la promotion économique et sociale des membres.

Et qu'en est-il des sponsorings octroyés par la Banque ?

En tant que banque locale de proximité, la Banque CPH est le partenaire de divers acteurs locaux. Ses sponsorings sont sélectionnés sur la base de ses valeurs coopératives et sont variés soutenant à la fois des initiatives locales dans divers domaines, tant culturels que sportifs.

Au cours de l'année 2024, la Banque CPH a revu sa stratégie en matière de sponsoring. Ainsi, avant de s'engager dans un partenariat, la Banque suit dorénavant les **principes** suivants :

- Il doit comporter une dimension sociétale et locale ;
- La présence indispensable et souhaitée des équipes lors de l'événement ou du sponsoring pour accompagner les invités doit être possible ;
- Le coût « d'acquisition », « d'intensification » ou « de fidélisation » des relations clients par événement est mesuré.

De plus, la Banque CPH s'est aussi fixée divers objectifs en matière de sponsoring :

- Mettre davantage en avant nos valeurs « coopérative, proche, humaine » et notre caractère de banque coopérative ;
- Augmenter la visibilité de la Banque dans sa zone de chalandise ;
- Optimiser l'utilisation des budgets pour favoriser l'entrée en relation, l'intensification et la fidélisation des relations clients.

C'est ainsi qu'en 2024, de nouveaux partenariats ont vu le jour. Citons comme exemples :

- o Les Spirou de Charleroi et plus particulièrement son école des jeunes, la « Laurenty Spirou PDL Academy ». Cette académie a pour but d'encadrer, de former et de développer les jeunes. Cela permet aux jeunes d'avoir un double projet : scolaire et sportif ;
- o La « Wolves Academy » de la RAAL La Louvière. L'académie a pour but de renforcer les compétences techniques et psychomotrices des jeunes joueurs (entre 6 et 16 ans, filles ou garçons) ;
- o Les Nocturnales de Luc Petit. Spectacle au Château de Beloeil mettant en scène des artistes (locaux) qualifiés mais aussi des acteurs de la Pommeraise, résidence pour adultes en situation de handicap. Ce qui contribue à la réorientation des personnes en situation de crise aiguë ou chronique vers une ré-affiliation sociale pour tendre vers une autonomie et une inclusion dans la société ;
- o Le Royal Arquet Football Club de Namur, pour son équipe de Handifoot. Le Club rend la pratique du football plus accessible aux personnes porteuses d'un handicap mental ou physique ;

- Consciente des difficultés qu'ont les jeunes parents travailleurs pour trouver une place en crèche proche de chez eux ou de leur lieu de travail, la Banque est devenue coopérateur et a soutenu l'association public-privé (société coopérative Wal'Crèches Les P'tits Soleils) afin de lancer un projet fédérateur et de s'attaquer à cette problématique qui impacte, finalement, aussi les organismes qui les emploient.

CPH et durabilité : quelles sont les actions entreprises ?

La Banque CPH a initié un groupe de travail au printemps 2021, composé d'employés et de membres de la direction. Ils se réunissent mensuellement afin d'échanger leurs idées sur le sujet.

A ce jour, plusieurs mesures ont déjà été adoptées.

Principales mesures adoptées pour réduire l'impact environnemental

Internes :

- La Banque CPH diminue ses émissions en CO2 carbone grâce notamment au don réalisé auprès de l'ASBL Graine de Vie, Organisation Non Gouvernementale de droit belge dans notre zone d'achalandise, qui a pour objectif la compensation de l'empreinte écologique des habitants de nos pays industrialisés par la plantation d'arbres dans des pays en voie de développement. Dans ce cadre, un certificat nous a été délivré et confirme que nos émissions de carbone résiduelles ont été diminuées par la plantation d'arbres.
- Indication d'un ratio vert « Green Asset Ratio » sur les factures d'investissement (selon une méthode définie en interne), c'est à dire un indicateur simple et synthétique pour réaliser un premier bilan. Le « Green Asset Ratio » calcule la proportion des actifs de l'établissement bancaire investis dans des activités économiques durables ;
- Collecte des données sur le PEB (selon la consommation exprimée en KW/m²/an) des prêts immobiliers/hypothécaires et la consommation des véhicules financés (exprimée en GCO2/KM) ;
- Verdissement de la flotte des véhicules de société ;

- Remplacement des anciens éclairages par des éclairages LED tant au siège social que dans ses 28 agences ;
- Remplacement des chaudières et changement des pompes des grands circulateurs pour réduire la consommation globale d'électricité.
- Création d'une plateforme interne pour favoriser/mettre en relation le covoiturage entre collègues.

Commerciales :

- Octroi d'un taux préférentiel « Vert » pour les voitures / camionnettes hybrides rechargeables ou électriques neuves et d'occasion de maximum 36 mois ;
- Octroi d'un taux préférentiel (moyennant certaines conditions) sur les prêts hypothécaires finançant l'achat ou la transformation d'une habitation dont la consommation énergétique est ≤ 159 kWh/m²/an attestée par un certificat de performance énergétique (PEB) délivré par un certificateur agréé ;

D'autres démarches sont en cours :

- Objectif de réduction de la consommation globale de papier, en permettant les signatures électroniques (tant en interne, qu'auprès des clients) ;
- Objectif de réduction de la consommation de plastique et de boîtes de conserve ;
- Amélioration de la valeur énergétique de nos installations/bâtiments (meilleure isolation et installation de panneaux solaires au siège social et en agences) ;
- Installation de bornes de recharge supplémentaires pour véhicules Plug-In Hybride/Électriques.

Mathieu Desmet

Président du Comité de direction

Roland Gillet

Président du Conseil d'administration

Rapport du Conseil d'administration prévu aux articles 6:108 §2 et 6:120 § 2 du Code des sociétés et des associations - émissions d'actions nouvelles et démissions au cours de l'exercice précédent

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du respect des articles 6:108 § 2 et 6:120 § 2 du Code des sociétés et des associations et constitue une annexe au rapport de gestion. Ce rapport sera présenté à l'Assemblée générale des actionnaires du 22 avril 2025.

Les émissions d'actions nouvelles et les démissions au cours de l'exercice 2024 se présentent comme suit de manière synthétique :

<u>Libellé</u>	<u>Nombre parts</u>	<u>Montant (EUR)</u>	<u>Total (EUR)</u>	<u>Nombre clients</u>
Parts A				
Souscriptions	10.424	2,48	25.851,52	6
Démissions/remboursements	212	2,48	525,76	11
Successions, règlement collectif de dettes	44.622	2,48	110.662,56	23
Remboursement à la demande du dpt Contentieux	0	2,48	0	0
Faillites, interdiction	20	2,48	49,60	2
TOTAL			-85.386,40	
Parts B				
Souscriptions	129.600	25	3.240.000,00	726
Démissions/remboursements	61.518	25	1.537.950,00	360
Successions, règlement collectif de dettes	32.886	25	822.150,00	149
Faillites, interdiction	0	25	0	0
TOTAL			879.900,00	

Les nouvelles actions (parts sociales de classes A et B) ont été émises dans le respect des articles 6, 7 et 9 des statuts et du règlement d'ordre intérieur, qui complète l'article 9 des statuts, tel qu'approuvé lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2022.

Une note d'information a été établie en application de l'article 11 de la loi du 11 juillet 2018 relative aux offres au public d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés afin de bien circonscrire les diverses conditions et risques sous-jacents à l'achat d'actions (actions - parts sociales de classe B) par nos clients coopérateurs- actionnaires.

Les documents qui précèdent sont à libre disposition sur le site vitrine www.cph.be

Les démissions ont été effectuées dans le respect des articles 11 et 12 des statuts. Aucune demande n'a été rejetée au cours de l'exercice 2024.

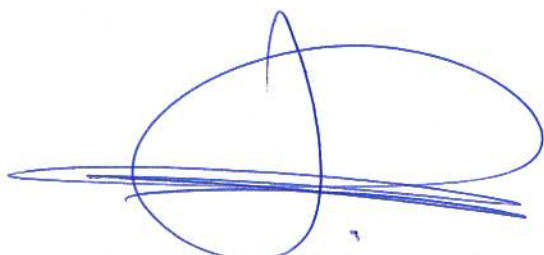
Le capital souscrit total s'établit au 31 décembre 2024 comme suit :

Libellé	Montant en EUR
Capital souscrit par incorporation de réserves	24.339.141
Capital souscrit et libéré - parts de classe B	57.630.900
Capital souscrit et libéré - parts de classe A	1.005.692
Total	82.975.733

La part fixe indisponible des capitaux propres s'établit à 50 millions d'EUR conformément à l'article 6 des statuts.

Les statuts ont été adaptés conformément au nouveau Code des sociétés et des associations lors de l'assemblée d'avril 2022.

Tournai, le 18 mars 2025.



Mathieu DESMET
Président du Comité de direction



Roland GILLET
Président du Conseil d'administration

*Procès-verbal n°03/2024 de la réunion du Conseil d'administration
tenue le 23 avril 2024 à Tournai rue du Désert 3.*

Sont présents : Monsieur GILLET, administrateur, Président, Monsieur RION, administrateur, Vice-président, Messieurs BELLE, CLOQUET, LIEBIN, MARTIN, PETITJEAN et PIRE, administrateurs, ainsi que Messieurs CARPENTIER DE CHANGY, DESMET, FRANCOIS et LOMBET, administrateurs - membres du Comité de direction.

Est absent : Monsieur DECLERCQ, administrateur membre du Comité de direction

La séance est ouverte à 12h30 par Monsieur Roland GILLET, Président du Conseil d'administration.

Monsieur Luc FRANCOIS assure le secrétariat.

Le seul point à l'ordre du jour est la rupture, avec effet immédiat au 3 mai 2024, du contrat de dirigeant d'entreprise daté du 7 décembre 2022 et liant Monsieur Alain DECLERCQ, Président sortant du Comité de direction et actuel CFO et la SC Agréée Banque CPH.

Conformément à l'article 12 alinéa 4 de l'Annexe II de la Loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (ou Loi bancaire), l'Assemblée générale des coopérateurs de ce 23 avril 2024 a, sur avis motivé conforme du Comité de nomination et de rémunération, approuvé l'octroi d'une indemnité de cessation de fonction de 21 mois et 33 semaines de rémunération fixe au Président sortant du Comité de direction. La procédure prévue à l'article 7 :92 alinéas 2 et 3 du Code des sociétés et des associations a, par ailleurs, été strictement respectée. Toute la procédure a été encadrée par notre conseil, le cabinet SimonT Braun.

Par courrier reçu ce jour et conformément à l'article 6 :64 § 1^{er} du Code des sociétés et des associations, Monsieur Alain Declercq a porté à la connaissance du Conseil d'administration, qu'en sa qualité de co-contractant du contrat de dirigeant d'entreprise daté du 7 décembre 2022 auquel il est question de mettre fin lors du présent Conseil d'administration avec effet au 3 mai 2024, il se trouve dans une situation de conflit d'intérêt ayant un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à l'intérêt de la SC Agréée Banque CPH. Il a dès lors notifié qu'il ne participerait pas au présent Conseil d'administration du 23 avril 2024 et qu'il ne prendrait donc pas part aux délibérations concernant la décision de mettre fin à son contrat de dirigeant d'entreprise daté du 7 décembre 2022.

La décision de mettre fin au contrat de dirigeant d'entreprise susvisé se justifie par la mise en place d'une nouvelle équipe de direction et afin de permettre au nouveau CEO d'être entièrement à la manœuvre.

Les conséquences patrimoniales pour la Banque s'élèvent à montant de 2.309.166,11 EUR dûment provisionné dans les comptes annuels à fin décembre 2023 ayant fait l'objet d'une attestation sans réserve par notre Commissaire Agréé. Ce montant a été fixé sur base du préavis légal.

Les membres sont invités à se prononcer sur la rupture du contrat de dirigeant d'entreprise de Monsieur Alain DECLERCQ avec effet au 3 mai 2024.

Sur base des votes émis (détail en annexe au présent procès-verbal), le Conseil d'administration marque un avis favorable sur la rupture du contrat de dirigeant d'entreprise de Monsieur Alain DECLERCQ avec effet au 3 mai 2024.

Le Conseil délègue à Monsieur Roland GILLET (Président) et à Monsieur Philippe PIRE la signature de la convention nécessaire à cet effet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h57.

